

Démographie : quand le hasard gouverne

Autor(en): **Bory, Valérie**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1197

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015354>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Quand le hasard gouverne

A part quelques éclaircies prometteuses, l'Année internationale de la famille (AIF 94) aura finalement été le révélateur des lacunes de la politique sociale et familiale de notre pays.

REPÈRES

Outre le programme national de recherche PNR 29, *Changements des modes de vie et avenir de la sécurité sociale*, le recensement de la population de 1990 a également permis de découvrir tout un pan de la réalité familiale suisse, avec l'étude de l'Office fédéral de la statistique, *Familles d'aujourd'hui*.

Quant à l'étude *Population et prévoyance sociale*, dirigée par Beat Fux (Institut de sociologie de l'université de Zurich), elle s'inscrit dans un programme international et met en avant, parmi d'autres intéressantes comparaisons, le fait que notre pays est le seul, parmi ses voisins européens du nord, à avoir une proportion élevée de femmes actives n'ayant délibérément pas d'enfant.

Nombre moyen d'enfants par femme (1991)

Italie	1,26
Espagne	1,28
Allemagne	1,35
Grèce	1,40
Portugal	1,42
Autriche	1,50
Belgique	1,57
Suisse	1,60
Pays-Bas	1,61
Danemark	1,68
France	1,77
Finlande	1,80
Royaume-Uni	1,82
Norvège	1,92
Etats-Unis	2,09
Suède	2,11

(Source, A. Monnier, *Population* n° 4-5)

(vb) Certes, des avancées notables ont été réalisées en 1994: Vaud, création d'une Commission permanente (consultative); au niveau fédéral, le projet d'assurance-maternité a passé le cap de la procédure de consultation en automne 94. Mais la question des allocations familiales continue ici et là à diviser les partenaires sociaux.

Si le but de l'AIF 94 était de parler de la famille, il est atteint. Dans le discours actuel, répercuté par les médias, l'image d'Epinal de la famille traditionnelle a cédé la place aux multiples formes de familles urbaines.

Les réalisations les plus significatives ont cependant trait aux différentes recherches, menées pour la plupart dans le cadre du programme national de recherche PNR 29.

Politique démographique: le désert

Dans un pays où les carences de la statistique sociale se traduisaient jusqu'à récemment par l'inexistence d'outils d'analyse et de connaissance indispensables, où le chercheur Pierre Gilliard dit même avoir été victime de rétention d'information, il faut saluer le travail réalisé pour l'ouvrage *Politique familiale et budget social de la Suisse*, OFS 1994 (voir DP 1186). Pour la première fois, les outils statistiques permettent de comparer les données suisses avec celles de nos voisins. On sait maintenant que la Suisse consacre 1% de son PIB à la famille, alors que la moyenne des pays de l'Union européenne est de 1,7% (seules la Grèce et l'Espagne sont en dessous).

C'est dans cet élan de la recherche qu'il faut mentionner un livre tout récemment paru¹, qui traite de la dénatalité.

La problématique de la population (naissances, décès, balance migratoire) ne fait pas l'objet d'une réflexion globale en Suisse, mais résulte de politiques au coup par coup. Diane Abrecht-Gabus constate que rien n'est dit sur la population, dans le programme de législature du Conseil fédéral. Rien n'a changé depuis la déclaration du gouvernement, répondant en 1980 à l'auteur d'une motion en ces termes: «*la politique démographique ne peut être évaluée en dehors des principes de la morale et de l'Etat de droit social*». Langue de bois pour une absence de doctrine, qui ressort des propos suivants: «*chaque citoyen, chaque famille, chaque couple assume une responsabilité individuelle*» (ibid.).

Oui, mais quand le taux de fécondité est si bas, faut-il continuer à laisser au hasard le soin de décider de la politique démographique? S'inquiéter du financement futur de l'AVS sans se soucier de remonter le taux de

natalité au chiffre nécessaire de 2,1 enfants par femme (renouvellement des générations) n'est-ce pas complètement irrationnel?

On lit bien dans ces réticences le spectre d'un natalisme coercitif, dont le repoussoir était la Roumanie de Ceausescu. On devrait plutôt citer en exemple la Suède, qui consacre la plus forte quote-part de son PIB en Europe à la politique familiale (5%). Résultat: c'est le seul pays développé dont le taux de fécondité atteint à nouveau le renouvellement des générations. Avec une politique progressiste, respectueuse du double rôle de la femme, faite de congés parentaux avec emploi garanti, de lieux d'accueil pour tous les enfants, de réinsertion professionnelle.

Outre l'analyse des causes de la dénatalité, l'étude relève l'intéressante disparité du taux de fécondité entre cantons campagnards catholiques et cantons urbains protestants, les uns atteignant plus de 2 enfants par femme et les autres se situant bien en dessous. C'est que le choix d'être parents dépend de causes à la fois complexes et imbriquées: fonder une famille relève d'un ensemble de valeurs qui brouillent les clivages politiques, comme on peut le constater dans la discussion actuelle sur le projet d'assurance-maternité (voir la prise de position de la secrétaire générale de l'UDC, *Journal de Genève*, 29 décembre, qui en appelle à un consensus bourgeois pour sauver le projet de Ruth Dreifuss).

Le bébé ou le métier

Mais c'est du côté des femmes, dans la conciliation entre travail et famille, qu'il faut chercher peut-être la solution du problème. Or on constate en Suisse une dissociation carrière/maternité. La Suisse cesse de travailler à plein temps ou même complètement lorsqu'elle a un enfant. Question de mentalités, mais aussi d'absence de structures d'accueil. En France et en Scandinavie, la fécondité est plus élevée que chez nous et pourtant le taux d'activité professionnelle des mères y est plus fort. La majorité des chercheurs notent la corrélation entre les mesures de politique familiale et la natalité.

Il est grand temps de lancer le débat sur l'avenir de la population en Suisse, même et surtout s'il met en cause deux tabous: la place de la femme et la question de l'identité helvétique. Sans immigration, une société dont les générations ne se remplacent plus s'achemine théoriquement à sa perte. ■

¹*L'enfant dans la balance*, Diane Abrecht-Gabus, Ed Seismo, Sciences sociales et problèmes de société, Zurich, 1994.